

COURRIER DES LECTEURS

Japonaises

M. Marc Girard nous reproche le choix des exemples dans l'article «Les Japonaises indésirables au travail» (avril) :

Le modèle de réussite féminine mis en exergue par l'article («femme active et bien dans sa peau») n'est autre que celui d'une salariée qui vient d'obtenir une promotion dans un «grand groupe hôtelier américain», moyennant une augmentation «considérable» de ses horaires de travail dont elle se dit «contente», et qui se réjouit que son entreprise lui fasse «confiance». [L'article semble ainsi privilégier] la soumission à un mégagroupe américain anonyme, via une dévotion sans faille des individus à cette scrofula du capitalisme contemporain que constitue le tourisme international.

Argentine

L'article de Carlos Gabetta «En Argentine, les régimes passent, la corruption reste» (avril) nous a valu plusieurs courriers. M. Michel Delarche, de Paris et Buenos Aires, conteste certains faits :

L'hypothèse qui demeure la plus probable sur la base des données factuelles disponibles est celle d'un suicide du procureur [Alberto] Nisman. Il n'est pas mort d'une balle dans la nuque, mais d'une balle dans la tempe tirée deux centimètres au-dessus de l'oreille. Cette donnée factuelle de l'autopsie n'est contestée par personne.

Le chancelier Héctor Timerman n'a pas comploté pour innocenter l'Iran, mais a essayé d'obtenir, à travers de discrètes négociations d'Etat à Etat (que l'on peut juger politiquement maladroites, mais en rien criminelles), que les Iraniens acceptent de faire passer en jugement leurs ressortissants mis en cause, et cela dans une totale

transparence vis-à-vis de [la mutuelle juive] AMIA, cible de l'attentat, dont les dirigeants avaient été mis au courant de la démarche du gouvernement argentin et n'y avaient initialement rien trouvé à redire. Certains représentants de la communauté juive argentine proches de la droite républicaine américaine ont ensuite emboîté le pas aux dénonciations du journaliste Pepe Eliashev (décédé depuis).

La prétendue négociation de pétrole iranien contre du blé argentin est une fable pure et simple qui se heurte à une impossibilité technique de base : le pétrole iranien contient trop de soufre pour être exploité dans les raffineries argentines.

Relever les multiples turpitudes affairistes et les dérives clientélistes du gouvernement kirchnériste est une chose ; lui prêter des crimes et complots imaginaires en est une autre.

M. Roberto Miguez, d'Ottawa, estime que la dénonciation de la corruption en Argentine dissimule un objectif politique inavoué :

Le concept à fonction idéologique de «corruption» occupe aujourd'hui une place centrale dans le discours politique de la droite latino-américaine. Non pas que le concept manque de référent : il y a bel et bien de la corruption parmi les officiers d'Etat ; mais la dénonciation de leur corruption ne vise pas à rétablir une quelconque moralité publique : il y a d'autres formes de corruption, ailleurs que dans la sphère étatique et bien plus graves, qui sont soigneusement occultées. Elle vise à délégitimer des gouvernements qui, comme celui de Cristina Fernández de Kirchner en Argentine, ont osé une redistribution de la richesse nationale un peu plus favorable aux travailleurs, une politique de droits des minorités tant citoyennes (les immigrants, en particulier) que sexuelles, une plus grande autonomie par rapport aux centres du pouvoir mondial,

et enfin un appui exceptionnel à l'éducation, à la culture et à la recherche scientifique.

Le péché capital du gouvernement populaire a cependant été d'essayer de limiter la concentration des médias, devenus maîtres dans la manipulation de l'opinion publique, grâce à une loi largement discutée et approuvée par le Congrès et par la Cour suprême. Une campagne d'une violence inouïe, dénonçant un nombre extravagant de cas de corruption supposée – cinquante pour la seule ex-présidente ?! –, menée surtout par le puissant groupe Clarín, s'est alors déchaînée.

République parlementaire

En réaction à notre dossier du mois de mars, M. Bernard Marrey prolonge la réflexion de Frédéric Lordon «Pour la république sociale» :

Il n'est pas facile de faire des révolutions, et nos aïeux ont partiellement loupé leur cible. «Liberté, égalité, fraternité» : c'était un beau programme, sauf que l'égalité a été vite laissée de côté. Il paraît même qu'à Etampes, on avait inscrit «Liberté, propriété, fraternité». La volonté de récupérer les richesses accaparées par la noblesse et l'Eglise était alors si forte que nos aïeux ont laissé les plus puissants mettre la main sur les biens nationaux. Un demi-siècle plus tard, en 1848, les descendants des spoliés ont tenté de revenir sur cette absence d'égalité, mais on leur a cruellement fait comprendre qu'il était préférable de ne pas aborder certains sujets.

On en est là, avec une révolution toujours avortée. De Gaulle était un général pour qui les discussions, les confrontations n'étaient que de la parlotte. Sa détestation des partis politiques – quoi qu'on en pense – n'était pas celle d'un vrai républicain. La confrontation est l'essence de la vie politique (...).

Il faut de semblée nat de désigner (au suffragi républiques de l'exécuti

Jean

M. Ale l'article (mars), c récemment certains

La poli Espagne au mais lorsqu Wurmser l démission aurait répu pas parce que lui.

Les acc par Jean Z ne sont pa

Un

M. Le l'enquê «Le so l'empir contest d'Arlit, plus l'e

La réal mement p nentielle s'installer économiq avec l'ex une popu enfants d sistent par organisés



RENCONTRE

La rencontre à Alger de M. Manuel Valls avec un Abdelaziz Bouteflika très diminué a été mal vécue par la presse algérienne, comme le relate le directeur éditorial du Huffington Post Algérie (12 avril).

« Voir tout cela avec détachement. Se dire qu'on parle d'un autre pays... » C'est la méthode, froide, suggérée par un ami devant les commentaires cruels de certains

pour un homme amoindri se double aussi d'une colère à l'égard de ceux qui détiennent les leviers du régime et qui lui infligent «cela», et qui nous l'infligent, à nous aussi. L'Algérie est – on le ressent, au-delà de la colère et de la sidération, au-delà du dégoût que nous inspirent certains cocoricos vengeurs faciles de certains médias français – dans une épouvantable situation de fin de régime.

terme aussi. (...) Il leur faut donc endiguer le processus démocratique.

DÉCLIN

The Nation relate longuement, exemples à l'appui, la chute sociale des journalistes d'âge mûr, licenciés parce qu'ils coûtent trop cher et que leur type d'enquête ne correspond plus à ce que recherchent les propriétaires de médias (21 mars 2016).

MOR

Dans le Review le succ des Bl des po Unis ([Le res Washing Ce ne so mexicai